

26 octobre 2009

Lettre d'opinion

Infrastructures : une enquête publique pour restaurer la confiance

Maud Cohen, ing., présidente de l'Ordre des ingénieurs du Québec

Alors que le Québec consent un effort sans précédent pour renouveler et réhabiliter ses infrastructures, l'Ordre des ingénieurs du Québec juge qu'il est essentiel de procéder à une enquête publique sur l'attribution de mandats et la gestion des contrats publics d'infrastructures. Le but : s'assurer que nous payons le juste prix, que le travail est bien fait et rétablir la confiance du public, qui est sérieusement ébranlée.

Le gouvernement du Québec a annoncé, à l'automne 2007, un ambitieux programme d'investissement quinquennal destiné à corriger un grave déficit d'entretien, résultat de décennies de laisser-aller. Cet effort a encore été augmenté dans le contexte économique actuel. Au total, c'est plus de 40 milliards de dollars que le gouvernement du Québec prévoit investir d'ici 2013.

Effort pleinement justifié. L'Ordre, ainsi que d'autres organismes, se sont démenés longtemps pour en arriver là. Pendant des années, dans un but d'intérêt public, l'Ordre s'est employé à convaincre les autorités, gouvernement et municipalités, de la nécessité de gérer les infrastructures publiques à long terme et d'y consacrer les ressources nécessaires. Nous avons particulièrement insisté sur ce point dans le cadre de notre participation à la *Commission d'enquête sur l'effondrement d'une partie du viaduc de la Concorde*. Nos recommandations ont été largement entendues. Nous sommes depuis intervenus à plusieurs reprises, notamment pour que les municipalités se dotent de règles de gestion de leurs infrastructures. Redisons-le clairement : cet investissement est nécessaire et urgent, et devra se poursuivre à long terme, au-delà de 2013.

Mais que se passe-t-il aujourd'hui ? À cause de malversations, cet effort est perverti. Il semble que nous payons beaucoup trop cher pour ces travaux. Devant l'étalement d'allégations de toutes sortes,

on a le désagréable sentiment d'être floués. Dans le contexte où nous demandons à tous de gros efforts, c'est inacceptable, voire révoltant.

Sommes-nous en face d'un système établi, solidement implanté dans plusieurs municipalités ? Je l'ignore. Dans quelle mesure des ingénieurs seraient-ils impliqués ? Je l'ignore, mais la lumière sera faite. L'Ordre a entrepris d'enquêter sur cette situation.

De la même manière, collectivement, nous devons aller au fond des choses. Les enquêtes policières, tout comme celle de l'Ordre, permettront d'identifier d'éventuels responsables. Mais le système, si tant est qu'il existe, doit être connu, mis au jour pour être mieux éliminé et faire place à des règles de gouvernance et de gestion claires et transparentes. Une enquête publique permettra d'établir les faits, de les mettre en perspective et de les examiner objectivement.

Beaucoup risquent d'être éclaboussés, et il est possible que des ingénieurs soient du nombre. Tout comme les administrateurs de l'Ordre, je suis choquée, et navrée par les soupçons qui pèsent sur notre profession, d'autant plus que, d'année en année, les ingénieurs se positionnent parmi les professionnels jugés les plus dignes de confiance par le public. Au-delà de nos propres enquêtes, nous avons l'intention de suivre et de participer à toute enquête publique que le gouvernement entreprendrait. Nous tenons à la confiance que le public nous témoigne, et nous entendons bien la maintenir.

Au-delà des ingénieurs, c'est tout l'appareil politique, de même que la fonction publique, qui doivent bénéficier de cette confiance encadrée par des règles de gouvernance appropriées. Nous sommes mûrs pour un sérieux exercice d'introspection. Faisons-le.